

## **Sous les revenus, le travail**

**Jean-Marie Harribey**

*L'Humanité*, 9 janvier 2010

La répartition des revenus figure en amont et en aval de la crise actuelle du capitalisme. En amont parce que le mode d'accumulation financière qui a prévalu depuis trente ans a imposé une modification de la répartition de la valeur ajoutée en faveur du capital et aux dépens du travail. Il en a résulté un formidable accroissement des inégalités, aussi bien au Nord qu'au Sud et entre le Nord et le Sud. La détérioration de la condition salariale (salaires déconnectés de la productivité, protection sociale rabougrie, droit du travail élimé...) sur laquelle ont vogué les dividendes et tous les revenus financiers, de même que les plus-values boursières, a fini par déboucher sur une incapacité du système à écouler les marchandises produites, que n'a pas réussi à compenser l'endettement des pauvres.

En aval de la crise aussi, car à la violence de la répartition des fruits de l'économie en situation favorable a succédé la violence due à la recrudescence du chômage et de la grande pauvreté en période de récession.

Puisque la répartition inégalitaire des revenus est cause et conséquence du délabrement de la société, tout programme de transformation sociale doit prendre ce problème à bras le corps. Et cela par les deux bouts : le haut et le bas de l'échelle des revenus.

Le haut ne devrait même plus être controversé. Les revenus faramineux empochés par les actionnaires, managers, banquiers, traders... sont indécents et n'ont aucune justification économique. Il faut les prendre comme symptomatiques de la logique d'un système et non comme des cibles individuelles. Dès lors la proposition d'un revenu maximum est légitime. Dans une fourchette à débattre démocratiquement mais, déjà, l'idée d'un écart maximum de 1 à 5 permet de lancer la discussion politique. Une réforme en profondeur de la fiscalité doit accompagner la fixation d'un tel éventail, car, au-delà du seuil fixé, l'impôt prend tout, plus précisément socialise tout.

À l'autre bout de l'échelle, deux mesures sont possibles. L'une, indiscutable, porte sur la revalorisation importante et immédiate de tous les « minima sociaux ». L'autre porte sur la définition à moyen terme d'un revenu garanti à tout individu, quelle que soit sa situation, dans ou hors de l'emploi. Cette dernière fait l'objet de discussions au sein des mouvements sociaux car plusieurs points méritent clarification. Le premier concerne la légitimité d'un revenu inconditionnel. Elle est d'ordre politique et éthique, mais elle est entachée de considérations économiques fausses, telles que le revenu d'existence serait la reconnaissance du fait que « nous héritons tous de la civilisation ». Or aucun revenu n'est tiré d'un stock, tout revenu est un flux engendré par le travail social. Ce qui pose un deuxième problème, celui de la validation sociale d'un revenu versé au titre d'une activité autonome de l'individu. Et qui débouche sur un troisième : la répartition du travail collectif à accomplir pour satisfaire nos besoins : travailler tous mais moins.

Ainsi, la question de la répartition des revenus est liée aux rapports sociaux, ce qui, en ces temps de crise, signifie deux choses. Remettre en cause les rapports de production capitalistes dont dépend la répartition des revenus. Et remettre en cause la production elle-même, à la source de tout revenu, car on ne peut plus produire n'importe quoi, au regard de la crise écologique. Derrière la répartition, il y a les finalités du travail.